

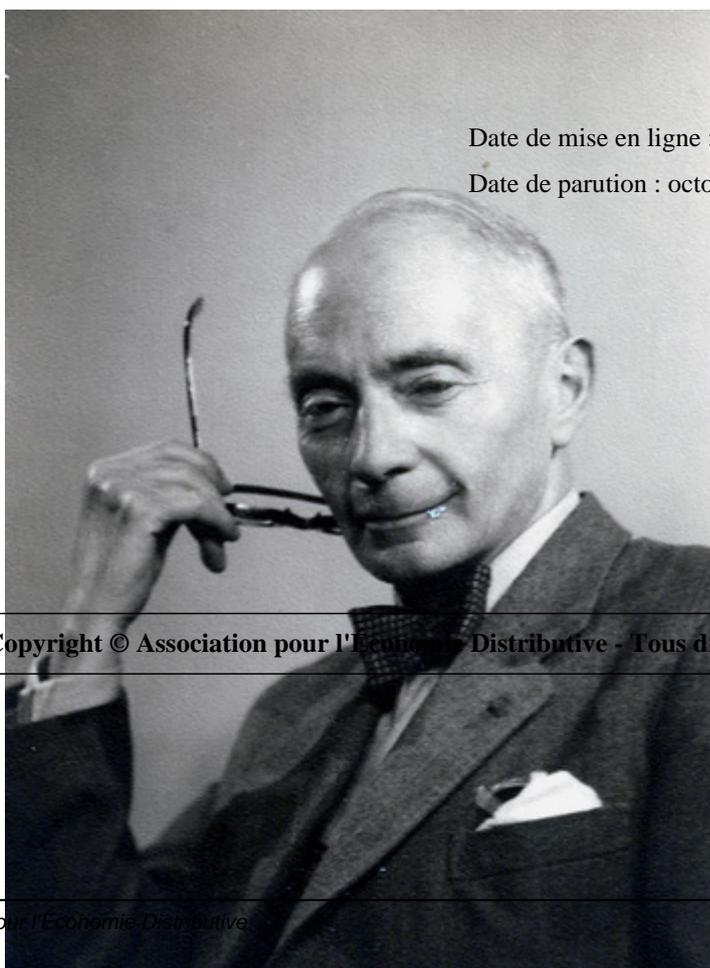


# Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 760 - octobre 1978 -

Date de mise en ligne : samedi 14 octobre 2006

Date de parution : octobre 1978



---

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

---

*Jusqu'à quatre vingt dix ans passés, Jacques Duboin. infatigable, suit et continue à commenter l'actualité dans l'éditorial de son Journal :*

## Il n'avait pas complètement tort !

Il s'agit de M. Pompidou. Sans doute n'approuvons -nous pas sa politique agricole. Il a pourtant reconnu, lors de la discussion sur la motion de censure, que nous ne souffrions pas d'une crise de pénurie, mais bien de surproduction. Il reconnaît que labourage et pâturage sont toujours les mamelles de la France, mais ces mamelles sont douloureuses : elles sont trop pleines.

Malheureusement notre Premier ministre demeure dans le cadre de nos institutions économiques actuelles. A l'image de tous les gouvernements précédents, il s'efforce de maîtriser la production afin que, cessant d'être abondante, elle rentre dans les limites de la rentabilité donc de la rareté.

M. Pompidou livre ainsi un combat d'arrière- garde, car il sait que des progrès techniques torrentiels (c'est son expression) balayeront toutes les futures mesures d'assainissement des marchés. Le reproche à lui adresser, est de ne pas éclairer l'opinion.

Mais, où il n'a pas complètement tort, c'est dans sa réponse aux interpellateurs. Vous critiquez ma politique, leur a-t-il dit en substance, c'est que vous en avez une meilleure : quelle est- elle ? Et l'opposition s'est tue. Les quatre partis, rassemblement démocratique, entente démocratique, socialiste, communiste, n'ont RIEN à proposer. Ecoutez discourir M. Defferre en province : il critique et s'en va...

Traversons la Manche. Les conservateurs furent treize années au pouvoir. Surviennent les élections et les travaillistes dressent le bilan : crise du logement, crise de l'enseignement, crise du commerce extérieur, hausse continue des prix et des impôts, etc. En bref, les griefs que nous formulons ici. Les travaillistes étant élus de justesse, que proposentils ? Une cure d'austérité ! Ils veulent sauver la livre comme nous sauvons le franc depuis Jean-le-Bon (1360).

En définitive, l'austérité n'est plus présentée comme un moyen d'accéder plus tard à l'abondance, mais comme une fin en soi. Ce serait une vertu qui, si nous pouvions la pratiquer assez longtemps, nous permettrait de vivre comme les chameaux de leur bosse. Nous désirons ne rien changer aux structures économiques dans un monde qui, de l'avis unanime, est en complète transformation ; nous rêvons de stabiliser une économie en perpétuel mouvement...

Primum vivere ! Les hommes doivent vivre si l'on veut les gouverner. L'Economie conditionne donc le Politique puisqu'il est l'art de gouverner les hommes. Non, Politique d'abord ! enseignaient Charles Maurras et Léon Daudet : c'était le principe de l'Action Française au début du siècle. Le général de Gaulle le rappela en disant : « L'intendance suit toujours ».

Or ce fut vrai pendant les siècles où l'économie demeura statique, ce qui ne l'est plus depuis qu'elle est devenue dynamique.

En veut-on une nouvelle preuve ? Faire l'Europe est évidemment un problème politique. Il exige que les Européens possèdent en commun : législation, gouvernement, politique extérieure... et marché commun.

On élimina l'Espagne, le Portugal, la Suisse, le Danemark, la Suède, la Norvège, l'Autriche, enfin l'Angleterre. Il resta six nations : France, Allemagne fédérale, Italie, Belgique, Hollande, Luxembourg. Mais il parut impossible de mettre la petite Europe sur pied sans la réconciliation franco-allemande : elle s'amorça en effaçant les mauvais souvenirs, en signant une entente culturelle, presque une alliance militaire.

Hélas ! le marché commun fit tout chavirer, car on n'a pu s'accorder sur les produits laitiers, puis sur la viande de boeuf et les céréales. Qui, au siècle dernier, eut pu soupçonner un échec de pareille nature ?

C'est que la France a des excédents agricoles qu'elle entend écouler sur le marché commun. Mais M. Mansholt, un de ses dirigeants, vient de déclarer que, depuis la fin de la guerre mondiale, la production agricole avait augmenté d'une manière révolutionnaire, malgré le départ d'un demimillion d'agriculteurs européens.

Les six nations sont donc autant de boiteux qui rêvaient de ne plus boiter en se donnant le bras. Répétons qu'ils sont condamnés à claudiquer en cadence.

(« La Grande Relève », éditorial de novembre 1964)